Relations internationales

NICOSIE, CHYPRE - DIMANCHE 16 ET LUNDI 17 DÉCEMBRE 2012

CONFÉRENCE INTERPARLEMENTAIRE DES PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS DES AFFAIRES SOCIALES DES PARLEMENTS NATIONAUX DES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE ET DES CANDIDATS ÉTATS MEMBRES

La conférence interparlementaire organisée dans le cadre de la présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne a été placée sous la présidence de M. Andreas Fakontis, président de la commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement chypriote. Cette conférence a réuni, outre les représentants des parlements nationaux, des députés du Parlement européen et des membres de la Commission européenne.

Discours d'ouverture

M. Andreas Fakontis, a défini l'objectif de la conférence en indiquant que celle-ci aspire à contribuer à un large débat au niveau des États membres et de l'Union européenne en vue de trouver des solutions à certaines questions qui touchent directement les citoyens de l'Union européenne, telles que la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale. Il a souligné la nécessité d'un marché du travail européen plus dynamique et indiqué que cet objectif pouvait être atteint grâce à l'adoption de réformes structurelles et à la promotion de la création d'emplois de qualité. Dans ce contexte, il s'avère impératif de réfléchir aux moyens de réduire le chômage qui frappe aujourd'hui particulièrement les jeunes avec une intensité sans précédent. Par ailleurs, compte tenu du vieillissement de la population, il convient également de lutter contre les préjugés à l'égard des personnes âgées et contre l'exclusion sociale qui en découle, et il s'impose en outre de prendre des mesures en faveur de fonds de pension plus durables.

Pour conclure, l'intervenant a indiqué, en termes plus généraux, que l'économie européenne devait se développer sans affaiblir ni la cohésion sociale, ni la solidarité.

Session 1. Priorités de l'Union européenne et de la Présidence chypriote dans le domaine des affaires sociales

Mme Sotiroulla Charlambous, ministre chypriote du Travail et de la Sécurité sociale, a présenté les priorités de l'Union européenne dans le domaine des affaires sociales. Elle a indiqué que le projet « Meilleure Europe », qui constitue la pierre angulaire de la politique sociale européenne, opte pour une politique équilibrée visant à la fois la consolidation fiscale et la croissance, la cohésion sociale et le soutien aux groupes particulièrement vulnérables de la population.

L'intervenante a passé en revue les priorités de la présidence chypriote :

- une plus grande cohésion sociale au sein de l'Union ;
- une plus grande offre d'emplois de qualité ;
- un renforcement de la participation et du dialogue social grâce à l'implication active de tous les acteurs de la société civile dans l'élaboration de la politique économique et sociale.

Autant de domaines dans lesquels il est primordial de mettre en œuvre des options politiques équilibrées – souvent sensibles d'un point de vue social - en cette période difficile où la crise financière porte gravement atteinte au niveau de vie des citoyens européens. Il convient d'examiner les possibilités d'élaborer une politique adéquate, qui pourra ensuite être mise en œuvre par des mesures concrètes.

Session 2 : Le développement économique face à la politique d'austérité – le défi de la préservation et du renforcement de la cohésion sociale

Mme Pervenche Berès, présidente de la commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen, s'est penchée dans son exposé sur la façon dont l'Union européenne s'efforce de concilier économies, développement et cohésion sociale. L'intervenante a également procédé à une évaluation de la politique menée en la matière.

Jusqu'à présent, l'article 9 du Traité de Lisbonne, qui constitue le fondement de la dimension sociale de l'Union européenne, n'a guère été traduit en mesures politiques concrètes. L'intervenante a plaidé en faveur d'un nouveau modèle de politique économique intégrant la politique sociale de l'Union: si l'on veut éviter des distorsions trop importantes sur le marché de l'emploi et une aggravation de la brèche qui existe entre les groupes forts et les groupes vulnérables présents au sein de la société, il convient de tenir compte des effets de la politique économique sur la société.

Nombreux sont ceux qui soutiennent que le développement d'une politique d'austérité entraînera une consolidation fiscale des États membres de la zone euro. Or, ce point de vue fait fi du constat manifeste que les économies aggravent la crise et portent atteinte à la qualité de vie de milliers de citoyens européens confrontés au chômage et à la pauvreté.

Session 3 : La promotion de l'inclusion sociale par l'emploi des jeunes, le vieillissement actif et la solidarité entre générations

M. Koos Richelle, fonctionnaire dirigeant de la direction générale de l'Emploi, des affaires sociales et de l'inclusion de la Commission européenne, a abordé la problématique de la politique de l'emploi de l'Union européenne et des États membres.

L'intervenant a d'abord montré, à l'appui de chiffres, que, ces dernières années, depuis le début de la crise financière de 2008, le chômage a fortement augmenté, ce qui a surtout eu des conséquences négatives pour les groupes les plus vulnérables de la population, comme les enfants, les jeunes et les familles monoparentales. Il a souligné le défi majeur que représente le chômage pour l'Union européenne et les conséquences dramatiques de la diminution du taux d'emploi tant pour les travailleurs que pour les employeurs.

Le marché du travail européen doit être réformé de manière fondamentale. Pour relever le taux d'emploi, il conviendrait notamment d'examiner et de traiter comme un tout différentes questions liées au chômage : la viabilité des régimes de sécurité sociale, le détachement de travailleurs, la mobilité des travailleurs et des indépendants. Les réformes nécessaires doivent être menées tant au niveau national qu'europpéen et exigent un grand courage politique.

L'orateur a attiré l'attention sur la problématique de la politique des groupes cibles en tant que composante de la politique de l'emploi, en particulier les mesures liées à l'âge et les rapports entre les générations. Il a plaidé pour des conditions de travail flexibles en faveur de la promotion de la création d'emplois pour les jeunes et a estimé qu'il convient de réduire le fossé entre la formation professionnelle et les besoins actuels sur le marché du travail.

L'intervenant a enfin passé en revue les principales propositions politiques de la Commission européenne sur le plan de l'activation des travailleurs âgés. L'objectif central des mesures en question est une utilisation optimale du potentiel humain de l'Union européenne ; la politique se caractérise notamment par la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie et l'adaptation des emplois au groupe d'âge auquel appartiennent les travailleurs.